

Communiqué du jeudi 24 mars 2011

Les entreprises françaises au Japon montrent l'exemple : mobilisation et action sur le terrain

Sondage réalisé par la CCI Française du Japon (CCIFJ) du 21 au 23 mars 2011 auprès de 230 entreprises françaises au Japon adhérentes à la CCIFJ. Nombre de réponses : 86.

Retour vers la normale pour les entreprises françaises au Japon

Suite aux catastrophes naturelles qui ont frappé le Japon depuis le 11 mars, **80 % des entreprises françaises ayant répondu à l'enquête ont déclaré être totalement en fonctionnement dans le Kanto (région de Tokyo) au 22 mars et 90% le seront d'ici le 25 mars.**

Mobilisation exceptionnelle des entreprises françaises pour aider les victimes japonaises

Pour exprimer leur solidarité à l'égard des victimes au Japon, **2/3 des entreprises françaises interrogées ont prévu d'apporter une aide financière ou matérielle.** Cet élan de soutien massif témoigne de la volonté des entreprises françaises d'apporter une aide concrète aux Japonais qui ont souffert des catastrophes naturelles. D'ores et déjà, **plus de 1 milliard de Yens de promesses de dons** de la part de 15 entreprises françaises ont été recensés. Ce chiffre va certainement croître dans les jours à venir.

Plus de 15% des entreprises françaises ont aussi décidé d'apporter une aide importante par des dons en nature (produits alimentaires, produits de première nécessité, équipements de protection, essence ou vêtements par exemple).

Des collectes auprès des employés des entreprises françaises partout dans le monde sont en cours de réalisation. Plusieurs chefs d'entreprises françaises au Japon ont décidé d'apporter leurs contributions personnelles à la solidarité nationale. Certains grands groupes français ont aussi incité leurs employés à participer individuellement en parallèle de l'aide du groupe.

Ces aides sont destinées aussi bien à la Croix Rouge Japonaise qu'à de nombreuses associations humanitaires japonaises / internationales (KNK, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières...) ou œuvres de charité œuvrant pour la reconstruction.

L'impact économique sur les activités des entreprises françaises semble limité dans le temps et hétérogène selon les secteurs industriels

- 2/3 des dirigeants ont constaté une diminution de leur CA du fait des événements
- 17% ne savent pas encore si leur entreprise subira un impact ou pensent qu'il est encore trop tôt pour le savoir
- 17% n'ont vu aucun impact sur leurs ventes et pensent qu'il sera minime, voir nul

En moyenne, la perte estimée serait de 35% de baisse de CA sur 2 à 3 mois. Cette perte estimée est très variable selon les secteurs et va de 1% à 75%.

Un des dirigeants d'entreprises précise : *« Il est difficile de mesurer aujourd'hui la réelle ampleur de la baisse des ventes, il y a eu une fermeture de certains points de ventes, notamment au nord de Tokyo. Nous estimons une baisse probable de 40 à 50% du chiffre d'affaires à court terme, avec probablement une certaine amélioration après 2 mois mais pas de retour à la normale avant plusieurs mois. »*

Les témoignages recueillis montrent une grande diversité de situations telles que :

- *« Pas d'impact ressenti pour le moment, mais un ralentissement probable en avril/mai »*
- *« La fermeture de nombreux points de vente pendant une semaine et l'affaiblissement inévitable de la consommation auront un impact sur nos résultats ».*
- *« Conséquences très difficiles à quantifier à ce stade : la fréquentation des boutiques a déjà diminué ; idem pour les grands magasins. Le mois de mars sera catastrophique à l'est mais plutôt bon à l'ouest du Japon ».*
- *« Différents cas de figure vont se produire. Si les clients ont été touchés il y a risque de perte de business. Par contre nous voyons une augmentation de la demande sur nos produits importés car certains de nos concurrents locaux ne peuvent plus produire. Pour les sociétés qui font surtout du trading import de produits européens il n'est pas certain que les ventes baissent dans l'immédiat. »*

Les effets dominos sont aussi craints par les sociétés qui n'ont pas subi d'impact pour le moment : *« On peut déjà anticiper des faillites et des difficultés de trésorerie chez nos clients, principalement les plus petits »*

L'incertitude semble être un sentiment largement partagé : *« il faut gérer l'incertitude au quotidien tout en préservant à la fois la sécurité de notre personnel, en maintenant tant que possible le business et en se souciant de nos clients »*

Les entreprises françaises restent toutefois dans l'action et sont prêtes à faire face à tous les cas de figure. L'attitude qui prévaut est : *« Pour le moment, tout le monde est focalisé sur le redémarrage. »*

Un autre avis intéressant est exprimé ainsi : *« Le Japon ne sera pas le même après. Ce sera long pour que l'environnement dans lequel nous opérons retrouve une activité normale. La seule certitude est que cet environnement va changer ».*

Malgré les impacts négatifs à court terme, les besoins de reconstruction susciteront des demandes de budgets supplémentaires qui devraient se traduire par une reprise forte de la croissance au 3ème trimestre.

Un économiste du Crédit Agricole CIB prévoit désormais une croissance de 0,8% au 3ème trimestre 2011 (contre 0,7% prévu avant la révision), puis une croissance de 1,3% au 4ème trimestre (contre 0,6%) et 0,9% au 1^{er} trimestre 2012 (contre 0,5%).

Au niveau du personnel, une des entreprises témoigne qu' *« il n'y a pas de difficulté particulière depuis ce matin mais le niveau de stress reste élevé en particulier auprès des employés étrangers qui sont pratiquement tous restés au Japon. »* Comme l'explique une

autre entreprise : « Il y a une telle différence d'information et de perception entre la France (l'Europe) et le Japon, que les Japonais - pour l'instant - ne comprennent pas la peur des autres pays, et peuvent y voir un vrai manque de confiance et de solidarité. Cela pourrait laisser des traces assez profondes dans certaines sociétés. »

Des difficultés logistiques mineures pour relancer les opérations

50% des entreprises rencontrent aussi des difficultés liées à la logistique ou à l'approvisionnement. Mais ces difficultés ont une influence réduite.

Un dirigeant explique ainsi que « la logistique (livraison des produits aux magasins) est le principal problème à court terme. La relation avec les grands magasins, qui sont restés ouverts, et qui ont du mal à comprendre l'application d'un principe de précaution, est parfois difficile. Le dialogue sera crucial dans les jours qui viennent, de manière à les assurer de notre soutien, tout en leur faisant accepter notre point de vue. »

Ce directeur français témoigne : « Comme toute la chaîne d'approvisionnement du Japon a été désorganisée, nous avons du mal à nous approvisionner en pièces de rechange ».

Les entreprises françaises localisées dans les zones touchées doivent aussi faire redémarrer leurs opérations comme l'indique un dirigeant français : « Nous avons une usine à l'arrêt, deux qui redémarrent aujourd'hui après 8 jours d'arrêt. 4 usines n'ont pas été affectées. Une usine endommagée sera arrêtée pendant 2 mois »

Le problème des transports des employés reste une difficulté pour 15% des entreprises françaises.

Des plans d'actions pour faire face aux situations rencontrées

Chaque société a mis en place depuis le début de la crise un plan d'action spécifique pour assurer la poursuite de ses activités « Un plan de continuité a été rédigé, il sera suivi en fonction des évolutions de la situation. »

Dans ces plans, les solutions mises en œuvre par les entreprises françaises sont adaptées à chaque situation :

« Flexibilités des horaires à l'usine. Heures supplémentaires au bureau pour compenser le retard des derniers jours. Grosse activité des vendeurs pour identifier de nouveaux domaines d'activité. »

Pour compenser la baisse des ventes, des entreprises envisagent de mettre en place des plans de réduction des coûts, voire de diminution des salaires ou de mise en congés du personnel dans les semaines qui viennent. »

Le télétravail et la flexibilité des horaires sont aussi des solutions fréquemment utilisées.

Les sociétés localisées sur des sites proches de la catastrophe ont également prévu : « une salle de confinement au sein de l'usine avec eau, nourriture, futons, couvertures ... Possibilité de doucher un imperméable, et de changer de chaussures à l'entrée de l'usine, monitoring du niveau de radiations et définition d'un niveau plafond. »

Les sociétés françaises seront prêtes à faire preuve de réactivité si la situation le nécessitait.

« Nous envisageons la possibilité de mettre en place du travail de nuit sur le site industriel. Les forces de vente proches des zones à risque ne travaillent pas sur le terrain.

Notre cellule de crise reste active. Nous avons préparé un contingency plan (une solution de repliement sur Osaka pouvant être rapidement mise en place). »

« Notre volonté à tous est de contribuer à l'effort de reconstruction et au redémarrage de l'activité économique au Japon ». Bernard Delmas, Président de la CCIFJ.

Contact :

Chambre de commerce et d'industrie française du Japon
Iida Bldg 2F, 5-5 Rokubancho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-0085

Bernard Delmas, Président

Nicolas Bonnardel, Directeur général
n.bonnardel@ccifj.or.jp
Tél. : 81-3-3288-9626
Portable : +819060975864

Cécile Vérié, Co-directeur Evénement et Communication
c.verie@ccifj.or.jp
Tél. : 81-3-3288-9624